



PREFET DE
L'AUBE



TROYES
CHAMPAGNE
MÉTROPOLE



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

075-200075224-20230605-2023-29-CS-DE

Accusé certifié exécutoire

EPAGE

SYNDICAT
DÉPART



Réception par le préfet : 09/06/2023

Publication : 09/06/2023



PROGRAMME D' ACTIONS DE PRÉVENTION DES INONDATIONS AU STADE COMPLET DE TROYES ET DU BASSIN DE LA SEINE SUPÉRIEURE

AVENANT À LA CONVENTION CADRE 2020-2026

2^{ème} phase du PAPI

I – CONVENTION-CADRE DE FINANCEMENT



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR



PREFET DE
L'AUBE



PRÉFET DE LA MARNE



PRÉFET DE L'YONNE



PREFECTURE
DE HAUTE-MARNE



**CONVENTION-CADRE 2020-2025 RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS DE PRÉVENTION CONTRE LES
INONDATIONS AU STADE COMPLET DE TROYES ET DU BASSIN DE LA SEINE SUPÉRIEURE**

Entre

Le Syndicat Mixte de l'Établissement Public Territorial de Bassin Seine Grands Lacs (Syndicat mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs), porteur du projet de programme d'actions, représenté par son Président

Et

La Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole, représentée par son Président

Et

Le Syndicat d'Étude, de Programmation et d'Aménagement de la Région Troyenne (Syndicat DEPART), représentée par son Président

Et

La Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques, représentée par son Président

Et

L'EPAGE Sequana, représenté par son Président

Et

Le Syndicat Mixte ouvert de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (Syndicat mixte ouvert SDDEA), représenté par son Président

Et

L'État, représenté par Monsieur le Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie, par Monsieur le Préfet de l'Aube, par Monsieur le Préfet de Côte-d'Or, par Monsieur le Préfet de la Marne, par Madame la Préfète de Haute-Marne, par Monsieur le Préfet de l'Yonne

Et

La Région Grand Est, représentée par son Président

Et

L'agence de l'eau Seine-Normandie, représentée par Madame la Directrice Générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie

Et

Le Conseil Départemental de l'Aube, représentée par son Président

Ci-après désignés par « les partenaires du projet »

VU la délibération du Conseil Syndical du Syndicat Mixte Sequana N°45/2018 en date du 30 novembre 2018 relative au Programme d'Actions de Prévention des Inondations de la Seine troyenne et Supérieure et approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la délibération du Conseil Syndical du Syndicat DEPART N°2018-12-02 en date du 3 décembre 2018 relative à l'engagement du syndicat dans le PAPI complet de la Seine troyenne et supérieure et approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la décision du Conseil d'Administration de la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques en date du 6 juin 2019 approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la délibération de l'Assemblée Générale du Syndicat mixte ouvert de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication en date du 27 juin 2019 approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la délibération du Conseil Syndical du Syndicat mixte de l'EPTB Seine Grands lacs n°2019/36 en date du 2 juillet 2019, approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du bassin de la Seine supérieure ;

VU la décision du Conseil d'Administration de l'Agence de l'eau Seine Normandie en date du 11 juillet 2019 approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la délibération du Conseil communautaire de Troyes Champagne Métropole en date du 12 juillet 2019 approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU la délibération n°19CP-1796 en date du 27 septembre 2019 de la Commission Permanente du Conseil Régional du Grand Est, approuvant la convention-cadre 2020/2025 du PAPI au stade complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure ;

VU l'avis du 14 novembre 2019 du Comité Technique du Plan Seine ;

VU l'avis du 3 décembre 2019 de la Commission Mixte Inondation.

Préambule

Le présent « Programme d'Actions de Prévention des Inondations » (PAPI) au stade complet s'inscrit dans la continuité du projet de réhabilitation des digues de l'agglomération troyenne, ayant fait l'objet d'une labellisation « Plan Submersions Rapides » (PSR), dans la continuité des études conduites dans le PAPI au stade d'intention de la Seine troyenne et de l'approbation de la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) du Territoire à Risque important d'Inondation (TRI) de l'agglomération troyenne.

Au travers de sa mise en œuvre, et en déclinaison opérationnelle de la Directive européenne Inondations, ce PAPI complet est mis en œuvre sur la période 2020-2026. Il a été labellisé par la Commission Mixte Inondation le 13 décembre 2019. Le programme comporte 52 actions mises en œuvre par 8 maîtres d'ouvrages, pour un montant total de 7 453 000 €.

Le PAPI fait l'objet d'une révision à mi-parcours comprenant la réalisation d'un bilan de la première phase du PAPI et d'un avenant à la convention cadre de financement initial pour intégrer et modifier des fiches action.

Ainsi, les différents partenaires du programme ont souhaité formaliser un ajuster le plan d'actions pour les années 2023 à 2026 visant la réduction progressive et durable des dommages aux personnes et aux biens liés aux inondations.

Le présent avenant à la convention cadre du PAPI de Troyes et du Bassin de la Seine Supérieure trouve son fondement par l'adaptation du programme d'actions et de son suivi.

Les principales modifications techniques et financières contenu dans le présent projet d'avenant sont les suivantes :

- **Inscrire de nouvelles actions** :

Axe 1

- ✓ Mise en place d'un réseau d'échelles limnigraphiques sur les bassins de la Seine et de l'Ource (EPAGE Sequana) ;

Axe 3

- ✓ Mise en place d'un plan de continuité de l'activité (PCA) et réalisation d'exercice de gestion de crise (EPAGE Sequana) ;

Axe 4

- ✓ Porter à connaissance aux communes sur les ZI : ruissellement et débordement de cours d'eaux suite aux études et modélisation du syndicat (EPAGE Sequana) ;

Axe 5

- ✓ Diagnostics de vulnérabilité des établissements et équipements (Conseil Départemental de l'Aube) ;

Axe 6

- ✓ Axe 6 : Travaux de confortement du parement amont du barrage de la Morge sur le lac-réservoir Seine (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Axe 6 : Etude de vidange de sécurité du lac Seine (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Axe 6 : Amélioration des conditions d'écoulement au Nord de l'agglomération (Troyes Champagne Métropole)
- ✓ Axe 6 : Aménagement du lit majeur de la Seine en vue de la réduction du risque inondation à Méry-sur-Seine (SDDEA) ;
- ✓ Axe 6 : Rénovation de la ripisylve sur le bassin de la Seine en amont de Bar-sur-Seine (SDDEA) ;

Axe 7

- ✓ Travaux de rénovation des digues du centre-ville et de fiabilisation d'éléments du système d'endiguement de l'agglomération troyenne (Troyes Champagne Métropole).

- **Augmenter le taux de financement** par le Fonds de prévention des risques naturels majeures des actions d'animation et de sensibilisation de 40 à 50% et la prise en compte du nouveau Fonds Vert :

- ✓ Action 0.1 : Animation du PAPI (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Action 0.2 : Suivi et bilan du PAPI (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Action 1.8 : Communication sur le risque inondation autour des digues du centre-ville (Troyes Champagne Métropole) ;
- ✓ Action 1.8.1 : Sensibilisation à la culture du fleuve et du risque inondation (SDDEA) ;
- ✓ Action 1.8.3. : Sensibilisation à la culture du fleuve et du risque inondations (EPAGE Sequana) ;
- ✓ Action 1.9. : Extension de la plateforme collaborative EpiSeine relative aux risques inondations (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Action 1.10 : Ateliers du PAPI : Conférences thématiques (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Action 1.11 : Campagne d'information sur les diagnostics de vulnérabilité (Seine Grands Lacs) ;
- ✓ Action 1.13 : Accompagnement des communes dans la pose de repères de crues à l'échelle du bassin versant de la Seine troyenne et supérieure (Seine Grands Lacs).

- **Supprimer 5 actions :**

- ✓ Action 1.1 : Étude d'hydrologie urbaine (Troyes Champagne Métropole) ;
- ✓ Action 1.2 : Modélisation couplée assainissement cours d'eaux (Troyes Champagne Métropole) ;
- ✓ Action 1.5 : Reconnaissances et modélisations hydrauliques (Troyes Champagne Métropole) ;
- ✓ Action 1.6 : Programme de recherche ayant pour thème le risque inondation (Troyes Champagne Métropole) ;
- ✓ Action 4.4 : Étude liée aux enjeux de l'eau sur le secteur de la frontière entre Saint-Julien-les-Villas et Bréviandes (Troyes Champagne Métropole).

Ainsi, le présent avenant comprend :

- **9 maîtres d'ouvrages** : l'État, la Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole, le Syndicat DEPART, la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques, l'EPAGE SEQUANA, le Syndicat Mixte ouvert de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication (dit SDDEA), la Région Grand Est, le Conseil Département de l'Aube.
- **57 actions**
- **Montant global de 59 155 333 € HT et 70 986 400 € TTC.**

Article 1 – Périmètre géographique du projet

Le projet concerne le bassin de la Seine supérieure, situé au sein des Régions de Bourgogne Franche-Comté et du Grand Est, dans les départements de l'Aube, de la Côte-d'Or, de la Marne, de la Haute-Marne et de l'Yonne.

Dans une logique de cohérence hydrographique, le périmètre géographique du projet s'étend depuis les sources de la Seine dans le département de la Côte-d'Or (21) jusqu'à la confluence entre la Seine et l'Aube dans le département de la Marne (51). Le périmètre recouvre les communes riveraines des vallées de la Laignes, Petite Laignes, de l'Ource, de l'Arce, de la Barse, de l'Hozain, de la Sarce ainsi que les affluents de rive gauche de l'agglomération troyenne (la Hurande, le Triffoire, les Viennes). Par ailleurs, l'activité du lac-réservoir Seine, depuis le canal d'amenée jusqu'aux canaux de restitution (canal de la Morge, canal de Saint-Julien et canal de Baires), est entièrement prise en compte.

Article 2 – Durée de la convention

La Commission Mixte Inondation (CMI) du 3 décembre 2019 a labellisé le PAPI complet de Troyes et du bassin de la Seine supérieure pour 6 ans sur la période 2020 – 2025, assortie d'une évaluation à mi-parcours élaborée par l'EPTB Seine Grands Lacs, structure porteuse, et présentée à la CMI, comportant les évolutions demandées par la CMI.

Conformément à l'avis de la CMI, la présente convention porte sur la deuxième phase du programme, soit une durée de trois ans, et inclut notamment les travaux suivants : la rénovation du parement du barrage de la Morge sur le Lac-réservoir Seine portée par Seine Grands Lacs et les travaux de rénovation des digues du centre-ville porté par Troyes Champagne Métropole. Elle entre en vigueur à compter de sa signature par les partenaires du projet.

Article 3 – Cadre juridique

Les principaux textes applicables dans le cadre de la convention sont rappelés ci-après.

- Code de l'Environnement dans son ensemble, et en particulier les articles introduits ou modifiés par :
 - o La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (titre II « Risques naturels »)
 - o La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
 - o Le décret n°2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques
 - o Le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie en vigueur
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur
- Le XIème programme d'intervention de l'agence de l'eau Seine-Normandie
- Le Contrat de Plan Interrégional État-Régions Plan Seine (CPIER Seine)
- Le cahier des charges « PAPI 3 » relatif à la labellisation des PAPI
- La Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) du Territoire à Risques important d'Inondations (TRI) de l'agglomération troyenne
- Le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) au stade d'intention de la Seine troyenne

Article 4 – Objectifs du projet de prévention des inondations

En s'engageant à soutenir ce projet de prévention des inondations, les acteurs cosignataires affirment leur volonté de réduire de façon durable les dommages aux personnes et aux biens consécutifs aux inondations en mettant en œuvre une approche intégrée de prévention des inondations selon le programme d'actions décrit ci-après.

Par la mise en œuvre des actions de ce programme d'actions, les partenaires du projet s'engagent, dans le respect de leurs prérogatives respectives, à traiter de manière globale et intégrée les problématiques de gestion des risques d'inondation, de préservation de l'environnement et d'aménagement du territoire, à informer le public pour développer la conscience du risque, et à réduire la vulnérabilité des personnes, des biens et des territoires aux phénomènes naturels prévisibles d'inondations.

Ils affirment également leur volonté de préserver globalement les milieux aquatiques, et de participer à l'atteinte des objectifs de bon état écologique des cours d'eau en cohérence avec le SDAGE du bassin Seine-Normandie et son programme de mesures.

Au stade complet, ce PAPI devra donc à la fois permettre de compléter le diagnostic du territoire et de mettre à jour les pistes de réflexions et d'actions à inscrire dans un futur PAPI complet et à la fois engager les aménagements structurels étudiés lors de la première phase du PAPI (2020-2023).

Article 5 – Contenu du programme d'actions et maîtrise d'ouvrage

Le programme d'actions du projet, objet de la présente convention, comporte la totalité des 7 axes d'intervention définis par le cahier des charges « PAPI 3 » :

- Axe 0 « Transversal » l'animation du projet et le suivi des actions du programme
- Axe 1 « Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque »
- Axe 2 « Surveillance, prévision des crues et des inondations »
- Axe 3 « Alerte et gestion de crise »
- Axe 4 « Prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme »
- Axe 5 « Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens »
- Axe 6 « Ralentissement des écoulements »
- Axe 7 « Gestion des ouvrages de protection hydraulique »

Les actions du programme sont décrites dans les fiches en annexe n°2 de la présente convention. Ces fiches sont également jointes au rapport de présentation constituant le dossier de demande d'avenant à la labellisation PAPI. Elles précisent notamment la maîtrise d'ouvrage, le plan de financement, ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de chaque action.

Article 6 – Montant et échéancier prévisionnel du projet de prévention des inondations

Sur la durée de la présente convention, le coût total du programme est évalué à **59 155 333 € HT**.

L'instruction des demandes de subvention par les partenaires financiers sera effectuée sur la base de l'évolution des coûts actualisés en euros selon la valeur de l'indice de la construction.

Le coût total et les 57 actions se répartissent entre les différents axes du programme de la manière suivante :

Axe	Nom	Programme initial Montant des actions	Avenant au programme Montant des actions (€HT)
0	Animation	470 000 €	391 667 €
1	Amélioration de la connaissance et de la conscience du risque	1 654 000 €	1 120 000 €
2	Surveillance, prévision des crues et des inondations	245 000 €	242 500 €
3	Alerte et gestion de crise	14 000 €	18 667 €
4	Prise en compte du risque inondation dans l'aménagement et l'urbanisme	30 000 €	8 333 €
5	Réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens	255 000 €	252 500 €
6	Gestion des écoulements	4 295 000 €	35 465 000 €
7	Gestion des ouvrages de protection hydrauliques	490 000 €	21 656 667 €
TOTAL		7 453 000 € HT	59 155 333 € HT €

Part des maitres d'ouvrages par année :

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	TOTAL
Seine Grands Lacs	50 000	50 000	50 000	50 000	6 873 333	10 000 000	10 000 000	27 073 333,00 €
Troyes Champagne Métro- pole	143 000	225 000	243 000	1 467 000	1 556 000	8 926 000	15 000 000	27 560 000,00 €
Syndicat DEPART	1190	1190	1190	1190	1190	1190	1190	8 330,00 €
Préfecture et DDT de l'Aube	7 000	7 000	- €	- €	- €	- €	- €	14 000,00 €
SDDEA	155 800	180 900	290 500	472 800	1 000 000	1 000 000	1 000 000	4 100 000,00 €
EPAGE Sequana	17 000	13 500	14 000	22 000	100 671	70 000	70 000	307 171,00 €
Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques	- €	- €	- €	12500	12 500	12 500	12 500	50 000,00 €
Région Grand Est	4 000	4 000	4 500	- €	- €	- €	- €	12 500,00 €
Conseil Départemental de l'Aube	- €	- €	- €	- €	10 000	10 000	10 000	30 000,00 €
TOTAL	377 990 €	481 590 €	603 190 €	2 025 490 €	9 553 694 €	20 019 690 €	26 093 690 €	59 155 334,00 €

Article 7 – Propriété intellectuelle

Le porteur de projet s'assure que les données et documents (études, cartes, modélisations, etc.) produits dans le cadre des actions menées au sein du programme d'actions, objet de la présente convention, sont mis à la disposition des cofinanceurs de l'action concernée et du porteur du PAPI. Le cas échéant, une convention spécifique précisant les conditions d'utilisation de ces données pourra être rédigée.

Article 8 – Conditions requises pour l'installation et l'exploitation de stations hydrométriques

Le propriétaire/exploitant des stations hydrométriques mises en œuvre dans le cadre du PAPI d'intention de la Seine troyenne et du PAPI complet de Troyes et du bassin de la Seine supérieure s'oblige à respecter les contraintes fixées par la doctrine nationale pilotée par le service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) du Ministère de la transition écologique et solidaire, ainsi que les préconisations de la charte qualité de l'hydrométrie.

En l'occurrence, l'obligation porte pour chaque station sur deux conditions :

- Création du référentiel hydrométrique dans la Plateforme Hydro-Centrale (PHyC),
- Bancarisation des données produites dans la PHyC.

Les conditions de bancarisation portent sur le type de données, la fréquence de bancarisation, le statut des données et les droits de publication. Elles sont établies par l'exploitant avec un appui possible de l'unité hydrométrie du pôle Seine Oise de la DREAL.

Article 9 – Décision de financement et conditions de paiement

Les décisions de financement des actions prévues par la présente convention sont prises par les cofinanceurs dans le cadre de leurs règles habituelles et dans la limite des dotations budgétaires annuelles.

Le paiement des subventions du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) pour les actions relatives aux aménagements hydrauliques et aux systèmes d'endiguement (**action 7.1**) est notamment conditionné à la délivrance de l'autorisation « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 3.2.6.0 (« Ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions ») du tableau annexé à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement.

Par ailleurs, le versement du solde de la subvention du FPRNM de toute opération de travaux hydrauliques (travaux relevant des axes 6 « Gestion des écoulements » et 7 « Gestion des ouvrages hydrauliques ») du cahier des charges PAPI : **de l'action 6.5 à 6.15 puis, l'action 7.1**) est conditionné au respect des obligations suivantes, à vérifier pour toute commune bénéficiant des travaux et couverte par un Plan de Prévention des Risques Naturels prévisibles (PPRN) approuvé ou un document en tenant lieu :

- Plan communal de sauvegarde (PCS) arrêté par le maire conformément à l'article L.731-3 du Code de la Sécurité intérieure, et révisé depuis moins de cinq ans notamment pour tenir compte des travaux objets de la subvention ;
- Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) à jour arrêté par le maire (document qui doit être inclus dans le PCS) conformément à l'article R.125-11 du Code de l'Environnement, consultable en mairie ou sur internet ;
- Communication réalisée concernant les risques majeurs, telle que prévue au deuxième alinéa L.125-2 du Code de l'Environnement ;
- Affichage réalisé des consignes de sécurité, prévu par l'article R.125-12 du Code de l'Environnement (ces consignes de sécurité devant être incluses dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;
- Repères de crues posés et entretenus conformément aux articles L.563-3 et R.563-12 du Code de l'Environnement (dont l'inventaire est inclus dans le document d'information communal sur les risques majeurs) ;

- Zonages pluviaux réalisés, tels que prévues aux 3° et 4° de l'article L.2224-10 du Code général des collectivités territoriales.

Les décisions attributives de subvention au titre du FPRNM intégreront ces conditions. Les communes concernées par ces obligations sont listées en annexe n°1.

Article 10 – Coordination, programmation et évaluation

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'actions de prévention des inondations, les partenaires du projet coordonnent leur action au sein d'un comité de pilotage qui se réunit au moins une fois par an.

Ce comité de pilotage est constitué conformément au cahier des charges « PAPI 3 » et sa composition est rappelée dans le rapport de présentation. Il est présidé conjointement par :

- Le représentant du Syndicat Mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs en qualité de porteur de projet et maître d'ouvrage ;
- Le représentant de la Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole en qualité de maître d'ouvrage ;
- Le représentant de la Direction Départementale des Territoires de l'Aube en qualité de maître d'ouvrage et de service pilote de l'État ;
- Le représentant du Syndicat DEPART en qualité de maître d'ouvrage ;
- Le représentant du Syndicat mixte Sequana en qualité de maître d'ouvrage ;
- Le représentant du SDDEA en qualité de maître d'ouvrage ;
- Le représentant de la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques en qualité de maître d'ouvrage ;
- Le représentant de la Région Grand Est en qualité de maître d'ouvrage et de financeur ;
- Le représentant de l'État en qualité de financeur ;
- Le représentant de l'Agence de l'eau Seine-Normandie en qualité de financeur.

Son secrétariat est assuré par le Syndicat mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Le comité de pilotage s'assure de l'avancement des différentes composantes du programme d'actions et veille au maintien de la cohérence du programme dans les différentes étapes annuelles de sa mise en œuvre. En particulier, il assure le suivi des indicateurs destinés à apprécier l'efficacité des actions menées. Il participe à la préparation de la programmation des différentes actions et est tenu informé des décisions de financement prises et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre des actions. Il peut décider le cas échéant de procéder à l'adaptation ou à la révision du programme d'actions du PAPI.

La préparation du travail du comité de pilotage est assurée par un comité technique.

Article 11 – Animation et mise en œuvre de la présente convention

L'animation de la présente convention, ainsi que la préparation du travail du comité de pilotage, sont assurées par un comité technique composé de représentants des financeurs et des maîtres d'ouvrages. Ce comité technique est présidé conjointement par un représentant du Syndicat mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs et de la Direction Départementale des Territoires de l'Aube.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et de façon systématique avant les réunions du comité de pilotage. Il informe le comité de pilotage de l'avancement de la réalisation du programme d'actions, de l'évolution des indicateurs et de toute difficulté éventuelle dans la mise en œuvre des actions.

Le comité technique peut se faire communiquer tous documents, études ou informations relatifs à la mise en œuvre du programme, détenus par les maîtres d'ouvrage. La composition du comité technique est

rappelée dans le rapport de présentation. Son secrétariat est assuré par le Syndicat Mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs.

Article 12 – Renseignement de bases de données

Les données collectées dans l'étude historique menée lors du diagnostic seront saisies par le porteur de projet dans la Base de Données Historiques sur les Inondations (BDHI) (<http://www.bdhi.fr>) pour être capitalisées.

Le porteur de projet versera également les données relatives aux laisses de mer et aux repères de crue dans la Base Nationale des Repères de Crues : <http://www.reperesdecrues.developpement-durable.gouv.fr>

Article 13 – Suivi du programme au moyen de l'outil SAFPA

Le porteur de projet et les services de l'État renseignent l'outil SAFPA (Suivi Administratif et Financier des Papi, disponible sous : <https://www.safpa.fr>) au fur et à mesure de l'avancement et, le cas échéant, des évolutions du programme.

Notamment, chaque début d'année (N), une situation-projet de l'année (N-1) est renseignée avant l'échéance fixée par la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Pour ce faire, le porteur de projet intègre dans SAFPA notamment toutes les informations nécessaires concernant l'avancement physique de chaque action du programme, ainsi que les prévisions de besoins de crédits du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), en lien avec les services de l'État.

Article 14 – Concertation et consultation du public

L'élaboration et la mise en œuvre du projet font l'objet d'une concertation avec les parties prenantes concernées. Plusieurs réunions du comité technique ont déjà eu lieu.

La consultation du public concernant l'avenant du PAPI complet a lieu durant le courant du mois de juin 2023 et pour une durée de 1 mois. L'ensemble des remarques et des observations formulées par les citoyens et des parties prenantes concernées par le présent projet de programme d'actions sont traités par les membres du comité technique (maîtres d'ouvrages et financeurs). Deux possibilités de réaction sont proposées aux citoyens, par voie postale et/ou par voie dématérialisée comme présentées ci-après :

	Syndicat mixte de l'EPTB Seine Grands Lacs
<i>Site internet</i>	http://seinegrandslacs.fr/blog-hydro-solidaire
<i>Adresse postale</i>	28 boulevard Victor Hugo 10000 TROYES
<i>Boîte de messagerie</i>	territoires@seinegrandslacs.fr

Article 15 – Révision de la convention

Sous réserve que ne soit pas porté atteinte à son économie générale, la présente convention peut être révisée au moyen d'un avenant sans nouvel examen par le comité de labellisation, notamment pour permettre :

- Une modification du programme d'actions initialement arrêtée,
- Une modification de la répartition des financements initialement arrêtée,
- L'adhésion d'un nouveau partenaire au programme d'actions,

- La prise en compte de nouvelles dispositions réglementaires et législatives.

Pendant la durée de la convention, chaque partenaire du projet peut proposer un avenant.

Le comité technique évalue l'opportunité de l'avenant proposé et transmet cette évaluation au comité de pilotage, qui décide des suites à donner à la proposition d'avenant. Si l'un des signataires de la présente convention estime que les modifications envisagées, par leur ampleur (financière ou technique), remettent en cause l'équilibre général du projet tel qu'il a été labellisé initialement, il est fondé à saisir l'instance de labellisation compétente, qui déterminera si le projet modifié doit faire l'objet d'une nouvelle procédure de labellisation.

Article 16 – Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée faute d'accord entre les partenaires du projet. Dans ce cas, la demande de résiliation est accompagnée d'un exposé des motifs présenté en comité de pilotage. Elle fera l'objet d'une saisine des assemblées délibérantes de chacun des partenaires et d'une information au comité de labellisation compétent.

La décision de résiliation prend la forme d'un avenant à la convention qui précise, le cas échéant, les conditions d'achèvement des opérations en cours d'exécution.

Article 17 – Litiges

En cas de litige sur les dispositions contractuelles et les engagements financiers, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne.

Article 18 – Annexes

- 1 – Périmètre d'investigation et liste des communes du programme d'actions
- 2 – Recueil des fiches-actions du PAPI complet de Troyes et du Bassin de la Seine supérieure
- 3 – Liste des actions inscrites en section investissement
- 4 – Annexe financière du programme d'actions
- 5 – Lettres d'intention et délibérations des maîtres d'ouvrages et co-financeurs approuvant la convention-cadre de financement du PAPI complet.

Fait, en 16 exemplaires originaux

Ancien Ministre

Maire de Rueil-Malmaison

Président de la Métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Ancien Ministre

Président de la Communauté d'Agglomération Troyes Champagne Métropole

François BAROIN

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président du Syndicat d'Étude, de Programmation et d'Aménagement de la Région Troyenne

Jean-Pierre ABEL

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président de la Fédération de l'Aube pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques

Benoît BRÉVOT

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président de l'EPAGE Sequana

Philippe VINCENT

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président du Syndicat Mixte ouvert de l'eau, de l'assainissement collectif, de l'assainissement non collectif, des milieux aquatiques et de la démoustication

Nicolas JUILLET

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président du Conseil Départemental de l'Aube

Philippe PICHERY

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Président du Conseil Régional du Grand Est

Franck LEROY

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Directrice Générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie

Sandrine ROCARD

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfète de l'Aube

Cécile DINDAR

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfet de Côte-d'Or

Franck ROBINE

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfet de la Marne

Henri PREVOST

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfète de Haute-Marne

Anne CORNET

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfet de l'Yonne

Pascal JAN

Fait, en 16 exemplaires originaux,

Préfet coordonnateur du bassin Seine-Normandie

Marc GUILLAUME

Date :